

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

---

**ACQUISITION DE PETITS MATERIELS, ET D'EQUIPEMENTS  
DE CUISINE POUR L'INSA LYON**

---

**Marché n° M25.0101**

**INSA LYON**  
**Pôle Achats Commande Publique**  
Direction des Affaires Financières  
20 Avenue Albert Einstein  
69621 VILLEURBANNE cedex  
Marches.publics@insa-lyon.fr

## Table des matières

ARTICLE 1-DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ .....	4
1.1-Objet du marché .....	4
1.2-Décomposition en lots .....	4
1.3-Variantes .....	4
1.4-Prestations supplémentaires éventuelles .....	4
1.5-Forme du marché et procédure de passation .....	4
1.6-Modifications du marché.....	5
1.7-Montant maximum du marché.....	5
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ .....	5
ARTICLE 4 - DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ .....	5
4.1-Durée du présent marché et délais d'exécution .....	5
4.2-Prestations similaires .....	6
4.3-Clause de réexamen .....	6
ARTICLE 5-CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	6
5.1- Déploiement de la plateforme de commandes en ligne .....	6
5.2- Modalités de commandes via plateforme de commandes en ligne.....	7
5.3 - Confirmation de la commande.....	7
5.4- Délais d'exécution .....	7
5.5 - Évolutivité des références.....	7
5.6 – Stockage, Emballage et transport .....	8
5.7 - Livraison .....	8
5.8 - Conditions d'installation .....	8
5.9 - Documentation à fournir.....	8
ARTICLE 6 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES .....	9
ARTICLE 7-OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE .....	9
7.1-Engagements du Titulaire.....	9
7.2- Réparation des dommages .....	9
7.3-Assurance .....	9
ARTICLE 8 - PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS .....	10
8.1 - Prix du marché .....	10
8.2 - Modalités de variation des prix.....	10
8.3 - Clause butoir .....	10
8.4 - Clause de sauvegarde .....	10
ARTICLE 9-AVANCE .....	10
ARTICLE 10-MODALITÉS DE RÉGLEMENT .....	11
10.1-Modalités de règlement .....	11
10.2-Règlement des prestations forfaitaires.....	11
10.3-Règlement des prestations de maintenances .....	11
10.4-Présentation des factures .....	11
10.5-Délai global de paiement .....	12
10.6-Paiement des cotraitants .....	12
ARTICLE 11- OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE .....	12
11.1-Acceptation d'un sous-traitant .....	12
11.2-Paiement direct du sous-traitant .....	12
ARTICLE 12 - PÉNALITÉS APPLICABLES .....	13
12.1 - Pénalités pour retard .....	13
12.2 - Pénalités pour non-respect du délai d'intervention en cas de panne .....	13
12.3 - Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales .....	14
12.4 - Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal .....	14
ARTICLE 13 - GARANTIE ET SERVICE APRES VENTE.....	14
13.1 - Garantie de base .....	14
13.2 - Garantie contre les vices cachés .....	15
13. 3 - Support technique .....	15

13.4 - Délais d'intervention en cas de panne .....	15
13.5- Obligations relatives aux pièces détachées .....	15
ARTICLE 14 – NORMES DES PETITS MATERIEL DE CUISNE .....	16
ARTICLE 14 - REPRISE ET RETOUR DES PRODUITS.....	16
ARTICLE 15 - CLAUSE A CARACTERE ENVIRONNEMENTALE.....	16
ARTICLE 16 - EXCLUSION, RÉSILIATION, CONTENTIEUX.....	17
16.1 Résiliation pour faute du Titulaire .....	17
16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général .....	17
16.3 Redressement ou liquidation judiciaire .....	17
16.4 Règlement des litiges.....	17
ARTICLE 18 - EXCLUSION AU CCAG-FCS .....	18

## ARTICLE 1-DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

### 1.1-Objet du marché

La présente consultation concerne la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service de petits matériels et d'équipements de cuisine neufs de restauration collective.

Le candidat doit être en mesure de proposer de petits matériels et d'équipements de cuisine de second choix dans son catalogue.

#### **Lieu d'exécution :**

INSA Lyon  
20 avenue Albert Einstein  
69621 Villeurbanne Cedex

#### **Lieux de livraison :**

##### **Direction des Restaurants**

6/8 avenue Jean Capelle  
69621 Villeurbanne

D'autres départements ou laboratoires l'INSA Lyon peuvent être amenés à passer commande.

### 1.2-Décomposition en lots

Les prestations ne sont pas alloties, en vertu des dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique. L'allotissement peut rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

### 1.3-Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

### 1.4-Prestations supplémentaires éventuelles

Le présent marché ne prévoit pas de prestations supplémentaires.

### 1.5-Forme du marché et procédure de passation

La procédure de passation utilisée est l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le marché public est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

## 1.6-Modifications du marché

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique et conformément à l'article 25 du CCAG-FCS (clauses de réexamen).

## 1.7-Montant maximum du marché

En application des dispositions de l'article R2162-4 2° du Code de la commande publique, le montant maximum annuel du présent marché est de 90 000€ HT.

## ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du présent marché sont les suivantes, par ordre décroissant de priorité :

- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières , le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le CCAG Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) ;
- L'offre technique du Titulaire constituée du cadre de réponse technique et des éventuels documents annexés ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuels actes modifications, postérieurs à la notification du marché.
- Le catalogue des prix du fournisseur.

Le CCAG-FCS est réputé connu du Titulaire et les parties lui reconnaissent expressément le caractère contractuel. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance du texte précité et, d'une manière générale, de toute la réglementation relative à son activité.

Sauf cas d'erreur manifeste, cet ordre de priorité prévaut en cas de contradiction dans le contenu des pièces.

Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

## ARTICLE 4 - DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

### 4.1-Durée du présent marché et délais d'exécution

Le marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification.

Le marché peut être reconduit trois fois tacitement, pour des périodes d'une durée égale d'un (1) an, sans que la durée totale d'exécution ne puisse excéder quatre (4) ans.

Le Titulaire ne peut pas s'opposer à sa reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur transmet, deux (2) mois avant chaque date anniversaire du marché, sa décision au Titulaire. Ce dernier reste toutefois engagé jusqu'à la fin de la tranche en cours.

## 4.2-Prestations similaires

L'Acheteur peut confier au Titulaire, en application de l'article R2122-4 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché peut être conclu ne peut pas dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

## 4.3-Clause de réexamen

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence, dans les cas suivants :

- Dans le cas où des modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- Un nouveau Titulaire se substitue au Titulaire initial du marché ;
- Une modification de la clause de variation de prix est devenue nécessaire, en raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur de l'économie du marché ;
- En cas de modifications d'ordre législative ou réglementaire induisant une modification du montant des prestations. Cependant, en cas d'incidence notable (>5%) sur le coût de la prestation, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le présent Marché.

L'Acheteur transmet au Titulaire le projet de modification qui prend la forme d'un avenant actant les modifications, et le cas échéant, l'annexe financière modifiée en conséquence.

## ARTICLE 5-CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

### 5.1- Déploiement de la plateforme de commandes en ligne

Le Titulaire prend en charge l'accompagnement au déploiement de la plateforme de commandes en ligne, dispense les moyens d'information et les conseils nécessaires aux agents pour la passation des commandes en ligne et transmet dans son offre le mode opératoire de la plateforme de commandes en ligne (tutoriel).

En cas de dépassement du délai contractuel de mise en place de l'outil, le Titulaire peut se voir appliquer la pénalité prévue à l'article 12 du présent CCP.

L'Acheteur souhaite :

- Un accès administrateur pour les services de l'achat et des marchés permettant de superviser l'ensemble des commandes de l'établissement et de créer, supprimer ou modifier les accès des personnes habilitées à commander.
- Des accès « Acheteurs » et « valideurs » permettant de commander parmi le bordereau de prix unitaire (BPU) non exhaustif et dans le catalogue en ligne, sur les catégories clairement identifiées et remises (les personnes habilitées seront déterminées et communiquées au cours du marché).

Pour le cas où les candidats ne seraient pas en mesure de fournir cette distinction de statut, l'Acheteur n'en tiendra pas compte lors de l'analyse des offres. Cette demande ne saurait pénaliser les candidats.

Par ailleurs, pour qu'elle soit la plus adaptée aux contraintes des établissements, cette organisation peut être discutée avec le Titulaire lors de la réunion de lancement.

Le Titulaire assure :

- Le déploiement de la plateforme de commande en ligne dans un délai maximum de six semaines ;

- L'administration des droits d'accès, la gestion de la base ;
- Une assistance téléphonique classique (de type service client) et / ou par courriel qui pourra notamment fournir des informations sur les modalités pratiques d'utilisation du site.

## 5.2- Modalités de commandes via plateforme de commandes en ligne

Les commandes seront passées via la plateforme de commandes en ligne (mode de passation usuel des commandes). Le Titulaire décrit dans son offre les conditions d'accès et les modalités de validation des commandes.

Le système de commande doit permettre d'intégrer obligatoirement le numéro d'engagement juridique des établissements, nécessaire pour le dépôt ultérieur des factures sur la plateforme CHORUS PRO.

**A titre exceptionnel**, en cas d'indisponibilité de l'outil en ligne, le Titulaire doit être en capacité de traiter les commandes adressées par courrier électronique, à l'adresse de messagerie qu'il aura indiquée dans son offre.

## 5.3 - Confirmation de la commande

Le Titulaire est tenu d'accuser réception des commandes dans un délai maximal de 48 heures avec les informations suivantes :

- un délai de livraison de la marchandise et d'installation et de mise en service conforme au présent cahier des charges ;
- un état quantitatif de la commande ;
- une estimation du poids et du volume
- les éventuelles indisponibilités (temporaires ou définitives) de références

## 5.4- Délais d'exécution

Le délai d'exécution doit être indiqué dans chaque bon de commande.

Le délai d'exécution des commandes est conditionné par la disponibilité des produits référencés.

Ce délai ne peut pas pour autant excéder quinze (15) jours ouvrés.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date d'accusé de réception du bon de commande.

## 5.5 - Évolutivité des références

Le Titulaire doit procéder à une mise à jour des références lors de la disparition ou de l'apparition de nouveaux articles figurant au BPU. Le Titulaire doit soumettre au service des marchés publics et de l'achat des établissements une proposition d'introduction ou de retrait de produits, un mois avant l'entrée en vigueur du nouveau bordereau des prix unitaires non exhaustif. Après approbation l'Acheteur, le Titulaire s'engage à assurer la diffusion du nouveau bordereau des prix unitaires non exhaustif auprès de l'INSA Lyon.

La mise à jour des références hors bordereau des prix unitaires (BPU) peut intervenir en cours de marché sans communication préalable.

## 5.6 – Stockage, Emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. La qualité de l'emballage relève de la responsabilité du Titulaire.

Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Pour ce qui est de l'emballage des colis, le choix doit être conforme à des critères écologiques contribuant à la protection de l'environnement et en accord avec la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie.

Par dérogation à l'article 20.2-2 du CCAG-FCS, les emballages ne restent pas la propriété du Titulaire.

Les frais de transport des composants électroniques et matériels techniques sont à la charge du Titulaire, livraison franco de port.

## 5.7 - Livraison

La livraison et l'installation des fournitures s'effectue dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS. Le Titulaire se chargera de la livraison, de l'installation et de la mise en service des équipements à l'adresse qui sera indiqué sur le bordereau de commande.

Les frais de transport sont à la charge du Titulaire.

Les frais de dédouanement et le traitement qui en résulte sont à la charge du Titulaire.

Le jour de la livraison est déterminé en concertation avec le responsable des restaurants en charge de la réception : le Titulaire ou son transporteur doivent prévenir du jour et de l'heure de la livraison dans les conditions de l'article 22 du CCAG-FCS.

Sauf mention particulière précisée dans la commande, les livraisons sont effectuées pendant les jours et durant les heures ouvrables des services, soit de 09H00 à 12H00 et de 14H00 à 17H00 du lundi au vendredi, sauf jours fériés.

La livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison où sont précisés :

- Le nom de l'Institut/ l'INSA Lyon,
- Le lieu de livraison,
- La date d'expédition,
- La référence à la commande et le numéro de marché,
- L'identification du Titulaire,
- L'identification des fournitures livrées.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du Titulaire du marché et ne peut pas être facturée à l'INSA Lyon. Aucune livraison ne peut être déposée auprès d'une personne différente de celle figurant sur le bon de commande.

## 5.8 - Conditions d'installation

Le Titulaire se charge de l'installation et du montage dans son intégralité sur site lors que la demande est formulée sur le bordereau de commande.

## 5.9 - Documentation à fournir

Le Titulaire s'engage à fournir la documentation suivante :

- Notice détaillée en langue française, précisant les modalités et les conditions d'utilisation de l'ensemble des fournitures livrées (équipement, ...) ;



- La fiche technique détaillée en langue française, précisant les caractéristiques techniques des équipements livrés ;

## ARTICLE 6 - VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES

Le présent marché inclut à la charge du Titulaire l'ensemble des prestations et fournitures nécessaires à l'installation et à la mise en ordre de marche (mise en service opérationnelle) de l'équipement.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées par le représentant de l'INSA Lyon, conformément aux dispositions prévues par les articles 27 à 33 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 7-OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

### 7.1-Engagements du Titulaire

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains, techniques, logistiques, matériels, et informatiques nécessaires à l'exécution de ses Prestations et notamment à :

- Fournir les prestations dans les délais contractuels,
- Garantir l'atteinte du niveau de qualité des services attendus,
- Assurer son devoir de conseil en proposant des solutions techniques adaptées.

Le Titulaire est responsable de la désignation des membres de son équipe et il s'engage à ce que les membres de cette équipe possèdent la compétence, l'expertise, l'expérience et les qualités nécessaires à la bonne fourniture des prestations attendues.

De plus, le Titulaire déclare disposer des moyens suffisants en cas de surcroît d'activité, besoin d'expertise complémentaire ou besoins spécifiques.

### 7.2- Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés aux personnels et aux biens de l'Acheteur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire.

Les dommages de toute nature, causés aux personnels et aux biens du Titulaire par l'Acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'Acheteur.

Le Titulaire garantit l'Acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

### 7.3-Assurance

Le Titulaire et ses sous-traitants doivent contracter les assurances permettant de garantir leur responsabilité à l'égard de l'INSA Lyon et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution du marché.

Conformément à l'article 9.2 du CCAG-FCS, il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## ARTICLE 8 - PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENTS

### 8.1 - Prix du marché

Les prestations à bons de commande sont réglées par application des prix unitaires.

Le bordereau de prix unitaire (BPU) reprend les produits les plus couramment commandés par les Acheteurs. La liste des articles figurant dans le BPU est non exhaustive.

Cependant, le bordereau de prix n'étant pas exhaustif, l'Acheteur se réserve la possibilité de commander sur catalogue, les références qui ne figurent pas dans le bordereau de prix. Le Titulaire applique le taux de remise de produits, tel que proposé dans son offre.

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire s'engage à faire bénéficier les Acheteurs du groupement de toutes les promotions offrant des remises supérieures à celles proposées lors de l'offre initiale.

Les catalogues promotionnels ou toute remise accordée en vertu du marché doivent être transmis dans les meilleurs délais aux services des achats des établissements membres du groupement.

Toutes les réductions accordées doivent obligatoirement être mentionnées sur les factures concernées.

### 8.2 - Modalités de variation des prix

Les prix des prestations figurant aux bordereaux des prix unitaires sont fermes la première année du marché.

Ils sont révisibles chaque année à la date anniversaire du marché (date de la notification), **sur demande du Titulaire, et sous réserve de soumission des propositions au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché**, par mail à l'adresse suivante : [marchés.publics@insa-lyon.fr](mailto:marchés.publics@insa-lyon.fr).

En cas de non transmission par le Titulaire dans les délais de la proposition de révision, les prix de l'année N en cours continuent de s'appliquer.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à deux décimales au millième supérieur.

Les nouveaux prix sont applicables au 1er du mois qui suit l'acceptation de la variation de prix par l'Acheteur.

### 8.3 - Clause butoir

L'évolution des prix ne peut en aucun cas conduire à une augmentation supérieure à 3 % par an.

### 8.4 - Clause de sauvegarde

L'Acheteur se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation supérieure à 3 % par an.

## ARTICLE 9-AVANCE

L'option A visée à l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique : une avance de 30% est accordée au Titulaire, dans les conditions de l'article R2191-3 et suivants du Code de la commande publique, pour tout bon de commande

d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée supérieure à 2 mois, sauf renonciation expresse du Titulaire à l'article B4 de l'acte d'engagement.

Le Titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance (article B4 « Avance » de l'acte d'engagement).

## ARTICLE 10-MODALITÉS DE RÉGLEMENT

### 10.1-Modalités de règlement

Les modalités de règlement des comptes sont définies à l'article 11 du CCAG-FCS.

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

### 10.2-Règlement des prestations forfaitaires

Le paiement des prestations forfaitaires est effectué sur la base d'une facturation annuelle, après service fait.

### 10.3-Règlement des prestations de maintenances

Le paiement des prestations s'effectue après service fait, sur la base de chaque bon de commande émis par l'Acheteur.

### 10.4-Présentation des factures

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'Acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures électroniques transmises par le Titulaire comportent les mentions suivantes :

- La désignation de l'émetteur (le Titulaire)
- Le numéro SIRET de l'INSA Lyon : 196 901 920 00013,
- Le nom et adresse de l'Acheteur (l'INSA Lyon),
- Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique),
- Le numéro du marché (M25.0101),
- Le code service,
- La date d'émission de la facture,
- La désignation précise des prestations effectuées,
- Le montant H.T,
- Le montant et le taux de TVA applicable,
- Tout rabais, remise, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables,
- Le montant TTC

Les factures sont libellées à l'adresse suivante :

INSA LYON – Service facturier  
20, avenue Albert Einstein  
69621 VILLEURBANNE CEDEX

## 10.5-Délai global de paiement

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros s'ajoute aux intérêts moratoires.

Les retards de paiement éventuels ne constituent pas une cause licite de suspension des obligations du prestataire.

## 10.6-Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## ARTICLE 11- OBLIGATIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

### 11.1-Acceptation d'un sous-traitant

Les prestations de services et les travaux de pose ou d'installation pourront être sous-traitées, dans les conditions prévues à l'article L.2193-1 du code de la commande publique, à condition d'avoir obtenu de l'INSA Lyon, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement lors de la remise de son offre ou en cours d'exécution du marché.

Le DC4 ([Les formulaires de déclaration du candidat | economie.gouv.fr](https://les-formulaires.declaration-du-candidat.economie.gouv.fr)) doit être envoyé par le Titulaire à l'INSA Lyon, en main propre contre récépissé ou par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant d'en attester la date et heure de réception.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées notamment aux articles L.2193-2 à L.2193-14 du même code leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'INSA Lyon.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de sécurité et des règles de protection des données auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

### 11.2-Paiement direct du sous-traitant

Le sous-traitant a droit à un paiement direct pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

Selon les dispositions de l'article R2193-16 du CCP, le sous-traitant dépose sa demande de paiement, au format PDF sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le Titulaire dispose de quinze jours à compter de ce dépôt pour accepter ou refuser la demande de paiement sur ce portail.

L'INSA Lyon procède au paiement du sous-traitant dans le délai maximum de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'INSA Lyon de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement, ou de

l'expiration du délai de 15 jours susmentionné si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus. L'INSA Lyon informe le Titulaire des paiements qu'il verse au sous-traitant.

## ARTICLE 12 - PÉNALITÉS APPLICABLES

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'INSA Lyon se réserve le droit d'appliquer au Titulaire les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable.

Les pénalités applicables sont cumulables entre elles et complètent l'article 14 du CCAG-FCS.

Ces pénalités sont déduites du montant restant dû par l'INSA Lyon ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont dues dès le premier euro et dès le premier jour de retard. Celles-ci sont exprimées en jours calendaires et incluent donc les samedi, dimanche et les jours fériés.

### 12.1 - Pénalités pour retard

Conformément à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution du marché est dépassé, par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité de retard.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- P correspond au montant de la pénalité
- V correspond à la valeur des fournitures ou services sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard de l'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable
- R correspond au nombre de jours de retard (jours ouvrés)

Le délai R correspond au nombre de jours écoulés entre la date d'enregistrement de la demande d'intervention de l'INSA Lyon par le Titulaire, jusqu'à la date effective d'intervention du Titulaire déduit du délai d'intervention contractuel prévu dans le marché.

L'INSA Lyon peut exonérer le Titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Il notifie alors sa demande d'exonération à l'INSA Lyon, en exposant les motifs de son retard.

### 12.2 - Pénalités pour non-respect du délai d'intervention en cas de panne

En cas de dépassement des délais d'intervention sur lesquels s'est engagé le Titulaire, celui-ci peut, sur décision de l'INSA Lyon, se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par l'application de la formule suivante, tout jour entamé étant dû :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

Dans laquelle :

- P est le montant des pénalités
- V est la valeur qui correspond au prix initial d'achat de l'équipement. Cette valeur baisse de 25% la première année à l'issue de la période de garantie, puis de 5% par année supplémentaire.
- R est le nombre de jours calendaires de retard sur le délai d'intervention contractuel.

Le délai R correspond au nombre de jours écoulés entre la date d'enregistrement de la demande d'intervention de l'INSA Lyon par le Titulaire, jusqu'à la date effective d'intervention du Titulaire déduit du délai d'intervention contractuel prévu dans le marché.

L'INSA Lyon peut exonérer le Titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Il notifie alors sa demande d'exonération à l'INSA Lyon, en exposant les motifs de son retard.

### 12.3 - Pénalités pour non-respect des dispositions environnementales

En cas de non-respect des dispositions environnementales prévues à l'article 9 du présent CCP, le Titulaire encourt une pénalité de 150 € par non-respect constaté.

### 12.4 - Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

A défaut de correction, dans un délai fixé par l'article L.8222-6 du code du travail, des irrégularités constatées par l'Acheteur, ou par un agent de contrôle, le Titulaire s'expose, après mise en demeure, à la résiliation du présent marché à ses frais et risques ou à l'application d'une pénalité égale à 10% du montant des bons de commande, dans la limite, selon le cas incriminé, du montant maximum des amendes pouvant être encouru en application des articles L.8224-1, L.8224 -2 et L.8224-5 du code du travail.

## ARTICLE 13 - GARANTIE ET SERVICE APRES VENTE

### 13.1 - Garantie de base

Les obligations imposées par la garantie s'appliquent conformément à l'article 33 du CCAG-FCS. Pendant la période de garantie, les frais d'expédition et d'échange sont à la charge du Titulaire. Le Titulaire doit remédier à tout dysfonctionnement du matériel pendant la durée de garantie de celui-ci.

L'équipement de cuisine acquis fait l'objet d'une garantie assurée par le Titulaire pendant une durée de deux (2) ans à compter de la date d'admission des prestations conformément à l'article 33 du CCAG-FCS.

Les réclamations relatives à des pièces défectueuses ou à un dysfonctionnement de tout ou partie du matériel livré émanent de l'Acheteur.

Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du Code civil, et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1245 à 1245-17 du Code civil, ainsi que de la garantie contractuelle prévue par le présent marché.

La garantie contractée pendant la période d'exécution du présent marché engage le Titulaire pour sa durée.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, de main d'œuvre et les frais de déplacement sur site.

Le point de départ du délai de cette garantie est la **date d'admission des petits matériels, et d'équipements de cuisine au Titulaire** (cf. article 6 supra).

Le Titulaire doit remédier à tout dysfonctionnement du matériel pendant la durée de garantie de celui-ci.

Le contenu et la durée de cette garantie commerciale (*pièces, main-d'œuvre, frais de déplacement, modalités de mise en œuvre*) sont détaillés dans l'offre du Titulaire.

Au titre de cette garantie commerciale, le Titulaire s'engage à intervenir dans le délai indiqué dans son offre.

Dans le cas de l'indisponibilité d'un équipement, supérieure à 30 jours cumulés sur une période de douze mois, la garantie de l'équipement est systématiquement prolongée à titre gratuit d'une durée minimum équivalente à son délai d'indisponibilité.

### 13.2 - Garantie contre les vices cachés

En vertu de l'article 1641 du code civil, le Titulaire s'engage à garantir ses produits de tout vice caché.

### 13.3 - Support technique

La garantie inclut un support technique gratuit et illimité pendant les jours ouvrés, durant toute la période de garantie des équipements de cuisine.

Le support téléphonique est accessible par téléphone (appel non surtaxé) et par courriel.

Le Titulaire s'engage à répondre via sa plateforme téléphonique :

De 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, du lundi au vendredi, jours fériés exclus

Les engagements du Titulaire concernant le support technique figurent dans son offre.

### 13.4 - Délais d'intervention en cas de panne

Pendant toute la période de garantie, le Titulaire a une obligation de résultat concernant le respect des délais d'intervention sur site en cas de panne du ou des matériels achetés en application du présent marché.

Ce délai s'entend en jours calendaires à compter de la demande d'intervention. Il prend en compte la localisation du site d'implantation du matériel de cuisine.

Ce délai est obligatoirement inférieur ou égal à 4 jours calendaires.

La demande d'intervention par le représentant de l'INSA Lyon peut être effectuée par téléphone, confirmée par voie électronique.

Le délai d'intervention commence dès l'enregistrement de la demande d'intervention du représentant de l'INSA Lyon par le Titulaire.

Dans le cas du non-respect de ce délai, le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article 13.2 du présent CCAP.

### 13.5- Obligations relatives aux pièces détachées

Le Titulaire s'engage à remplacer les pièces détachées usagées et à fournir les consommables correspondants, pendant une durée minimale de dix (10) ans à compter de la date d'admission des matériels et d'équipements de cuisine acheté en application du présent marché.

## ARTICLE 14 – NORMES DES PETITS MATERIEL DE CUISNE

Les appareils de cuisson, tels que les fours, grils et friteuses, doivent être **conformes aux normes européennes (CE) et françaises (NF)** et être reliés à un système d'arrêt d'urgence des circuits (électricité ou gaz).

## ARTICLE 14 - REPRISE ET RETOUR DES PRODUITS

Toute reprise de produits ne peut se faire sans l'accord préalable du Titulaire du marché et aux conditions que ces produits soient livrés depuis moins de trente (30) jours.

Les produits sont retournés par le Client dans un parfait état de revente, non utilisés et restitués dans leur emballage d'origine. Ils doivent être accompagnés de tous les accessoires et documents, pochettes scellées non ouvertes, consommables non déballés et non utilisés. A défaut, le retour du Client est non conforme.

Dans ce cas Titulaire du marché tient les produits retournés à disposition du Client pendant 72 heures (jours ouvrés).

En cas de retour de produits, expressément accepté par Titulaire du marché et sous les conditions précitées, Titulaire du marché établit un avoir du montant de la facture du produit retourné.

## ARTICLE 15 - CLAUSE A CARACTERE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Conformément à l'article L.2112-2 du code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du présent marché, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et/ou en fluides ;
- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;

Le Titulaire est incité à utiliser un emballage respectueux de l'environnement, notamment :

- En utilisant des emballages pour lesquels les déchets produits lors de leur fabrication sont traités pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En utilisant des emballages comprenant des matériaux recyclés ;
- En utilisant des emballages réutilisables ;
- En diminuant le volume d'emballage utilisé ;
- En assurant le recyclage des emballages utilisés.

La prestation de transport peut également faire l'objet d'efforts écologiques de la part du Titulaire, notamment :

- En utilisant des véhicules économes en carburant traditionnel ;
- En utilisant des véhicules totalement ou partiellement électriques ou compatibles GPL ou GNV ;
- En recourant à des véhicules réduisant les nuisances sonores.



## ARTICLE 16 - EXCLUSION, RÉSILIATION, CONTENTIEUX

### 16.1 Résiliation pour faute du Titulaire

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le Titulaire, l'Acheteur peut résilier le contrat aux torts du Titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du Titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'Acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du Titulaire.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du Titulaire est établi conformément à l'article 43.3 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par l'Acheteur est ensuite notifié au Titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire.

### 16.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, l'Acheteur peut, à tout moment et sans mise en demeure préalable, mettre fin de manière anticipée au marché pour un motif d'intérêt général par décision de résiliation unilatérale notifiée avec accusé de réception au Titulaire.

La résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité.

### 16.3 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

### 16.4 Règlement des litiges

Si un désaccord naît à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de trouver un accord amiable à leur litige.

A défaut d'accord amiable, le tribunal administratif de Lyon est le seul compétent en la matière.

## ARTICLE 17 - LANGUE

Tous les documents, les correspondances, les demandes de paiement doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## ARTICLE 18 - EXCLUSION AU CCAG-FCS

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS
4.1	3
20.2-2	5.6
14.1.1	12
14.1.3	12
42	16.2